

**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

THE REGISTRAR

ASSEMBLEE DES ETATS PARTIES

Prononcé par Bruno Cathala
Greffier de la Cour pénale internationale
(Version française – Originellement prononcé en Français)

New York, 10 septembre 2003

La Cour est forte d'une conviction : Sans défense digne de ce nom il n'y a pas de procès équitable. Après les juges et le Procureur, la défense est le troisième pilier d'une Cour de justice.

C'est au Greffier, dans ses fonctions propres, qu'il échoit, aux termes de dispositions du RPP, de faire en sorte d'organiser le travail de ses équipes « de façon à faire valoir les droits de la défense conformément au principe du procès équitable fixé par le Statut » (règle 20). C'est d'ailleurs le seul organe de la Cour qui en traitant de ce sujet ne peut rencontrer de conflits d'intérêt.

C'est donc dès l'origine, d'abord en ma qualité de directeur des services communs, puis maintenant de Greffier que, avec mes équipes, je me suis attaché à développer cette dimension de la Cour.

Comment donc penser une organisation en capacité de produire une défense de qualité ? Qu'est ce que cela signifie en terme de moyens dans l'organisation du greffe, dans les moyens financiers mis à la disposition de la défense ?

Je voudrais ce matin vous informer d'abord sur les domaines dans lequel s'est développé notre travail sur la défense et ensuite sur les modalités de travail retenues.

1. Domaines

C'est d'abord sur des éléments très pratiques que nous avons dû travailler.

Il s'agit notamment de prévoir les conditions de travail des avocats de la défense et des victimes à la Cour dans le cadre du bâtiment actuellement mis à notre disposition par le pays hôte :

- les problèmes d'accès des avocats
 - à la Cour et leur circulation à l'intérieur du bâtiment en fonction des problèmes de sécurité qui se posent,
 - à la bibliothèque,
 - à la cafétéria.
- les problèmes du type de locaux nécessaire à l'exercice de leur profession
- etc ...

Mais les conditions de travail des avocats c'est aussi leur facilité d'accès aux documents du procès ou à l'information sur l'état de la procédure lorsqu'ils demeurent à l'étranger. Comment faciliter par exemple la communication de parfois plusieurs millions de pages de documents? Comment organiser des audiences sous forme de vidéo conférence pour leur éviter un déplacement pour une seule matinée d'audience ?

En outre, nous avons des questions plus substantielles et urgentes à régler.

Celles-ci sont relatives à la rédaction d'un projet de code de conduite professionnel que le greffier doit proposer au Président de la Cour pour qu'il le soumette à la sagesse de votre Assemblée (règle.8). De même le greffier doit proposer aux juges les critères et les procédures pour la commission d'office aux indigents aux fins de les inclure dans le Règlement de la Cour (règle 21). Enfin il faut déterminer les critères pour inscrire un conseil sur la liste des avocats pouvant être commis d'office.

Si ces questions sont celles qu'il appartient de régler d'urgence, ce n'est que le début d'un long travail qui vise à doter la CPI d'une véritable défense.

Dans les mois et les années à venir de nombreux autres sujets viendront s'ajouter aux urgences que j'ai précédemment signalées. Ce sera notamment le cas lorsqu'il s'agira de la conception des bâtiments définitifs de la Cour ou de la définition de l'égalité des armes entre l'accusation et la défense - notion très complexe qui ne peut se résumer à de simples additions mathématiques - ce qui nécessitera un travail commun approfondi.

2. Méthode employée

Comme dans tous les domaines, nous avons voulu arrêter nos prises de position qu'après un dialogue avec les avocats de la défense et des victimes. Leur expertise est essentielle pour permettre à la Cour de prendre les décisions les plus adaptées.

Cette volonté est renforcée par le fait que, dans ce domaine, le RPP prévoit logiquement que le greffier doit, en tant que de besoin, recueillir « l'avis de toute instance indépendante représentative d'associations d'avocats ou de conseillers juridiques, notamment de toute instance dont la création peut être facilitée par l'Assemblée des États Parties » (règle 20.3).

S'agissant des conditions de travail, nous avons dès le mois de novembre 2002, entamé des contacts avec les avocats, et spécialement avec ceux qui plaident ou ont plaidé devant des juridictions pénales internationales, pour identifier les difficultés qui pourraient se présenter. Nous en avons tiré les conclusions pour ce qui est de l'organisation de la Cour. Nous devons continuer à travailler sur ce sujet pour améliorer les conditions d'accueil des avocats de la défense et des victimes à la Cour dans le cadre des contraintes existantes.

Sur le code de conduite professionnel, la commission d'office, et la liste des conseils, nous avons procédé à de nombreuses consultations.

Au mois de janvier dernier nous avons sollicité une dizaine d'associations internationales pour leur demander leur avis sur la rédaction du code de conduite des avocats et sur les questions relatives à l'aide judiciaire. Nous avons reçu deux projets de code de conduite envoyés l'un par le International Bar Association (IBA) et l'autre par le Barreau Pénal International (BPI) et des documents qui nous sont parvenus par le biais d'autres associations (Union Internationale des Collèges d'Avocats Latino-américains, European Criminal Bar). C'est en connaissance de ces documents que nous avons commencé à rédiger un projet qui a été soumis aux juges durant leur session plénière du mois de juin pour une première consultation informelle. A l'issue de ces discussions nous avons fait parvenir en juillet dernier à 60 experts de 25 nationalités différentes et n'appartenant pas aux mêmes traditions juridiques un questionnaire portant sur l'ensemble de ces questions. La date limite de dépôt des avis des experts est fixée au 15 septembre. Un document sera rédigé reprenant l'ensemble de ces réponses et sera discuté à La Haye au cours de deux journées de consultation réunissant des experts de ces questions. Les juges seront saisis de ces projets au cours de leur session du mois de novembre. La version finale du code de conduite des avocats sera soumise à la délibération de votre assemblée lors de la votre prochaine réunion.

A l'évidence nous allons continuer à travailler en étroite collaboration avec les avocats, et particulièrement avec des associations existantes ou spécialement créées pour les besoins de la CPI, à condition qu'elles présentent en leur sein, et une représentativité géographique nécessaire pour une cour universelle, et une représentativité des différents systèmes de droit existant, comme c'est le cas par exemple du BPI.

C'est dans ce même esprit que j'envisage de créer auprès de moi un organe consultatif, composé de personnes de haut niveau, reconnues pour leur expertise dans leur domaine, que je réunirai chaque semestre et dont l'objectif serait de m'apporter des avis me permettant de mener à bien l'importante mission qui m'a été confiée par les textes votés par votre assemblée. Ce projet, comme les autres, sera soumis à la concertation.

Je vous remercie et je me tiens à votre disposition pour toutes les questions que vous souhaiteriez me poser.